

Dans le souci d'améliorer la santé des populations, l'association « Res publica » s'investit dans la construction et la rénovation des infrastructures sanitaires, à travers l'érection et la réhabilitation des locaux, l'installation de l'énergie solaire, l'approvisionnement en matériel médical, la mise en place d'une protection maternelle et infantile, la promotion du planning familial avec son partenaire santé, l'Association « Entraide Médicale Eugène Jamot » (EMEJ) du docteur Gérard Fournel. Un appui direct est savamment orchestré sur le terrain. L'impact est indéniable sur la qualité de vie des populations bénéficiaires.

Yolande Tiendrébéogo/Sougué est accoucheuse à Soaw dans la province du Boulkiemdé. De son expérience de stagiaire en milieu rural, elle en a gardé un souvenir des conditions difficiles dans lesquelles des accouchements la nuit, s'effectuaient : « Une salle éclairée d'une torche maintenue entre le cou et l'épaule ». Cette expérience qui a failli l'amener à redouter la pratique de sa profession, se trouve maintenant exaltée par l'action de l'ONG française, « Res publica », dans son lieu d'affection : « Aujourd'hui, nous sommes vraiment à l'aise sur le plan du travail ». Cette note de satisfaction résume l'ensemble des efforts consentis dans le cadre de la coopération décentralisée pour accompagner la politique gouvernementale en matière de santé publique.

Assise derrière un bureau dans une salle équipée de matériel médico-technique adapté au milieu, Mme Tiendrébéogo, effectue des va-et-vient entre sa chaise et la salle d'accouchement située juste derrière elle, en prenant toujours soin de rabattre la porte à chaque entrée et sortie : Une femme attend d'être délivrée sur une table d'accouchement. La propreté et l'ordre régnant sur les lieux s'allient à la bonne humeur de cette jeune fonctionnaire. Elucidant son amour pour un métier que les difficultés d'exercice ont troublé aux premières heures. L'accoucheuse ne cache pas sa joie de servir dans cette maternité dont les installations ont été construites en 2007 selon les normes d'une infrastructure sanitaire par « l'Entraide Médical Eugene Jamot (EMEJ) » du Dr Gérard Fournel grâce au soutien financier de l'association « Res publica » (la chose publique), basée à Lyon en France et présidée par Françoise Perrin.

Elle se dresse dans sa coquetterie pour remplacer l'ancienne bâtisse qui daterait des années 1960. « Soaw dispose maintenant d'une salle de suite de couche qui n'existait pas dans l'ancien bâtiment », se réjouit l'Infirmier chef de poste du CSPS qui abrite la maternité. La nouvelle infrastructure a été offerte aux populations avec tout l'équipement nécessaire à son fonctionnement dans un partenariat entre l'ONG et l'Etat burkinabé qui le dote en personnel et assure l'éclairage des lieux.

L'écho de la bonne qualité des soins dispensés rejaille sur toute l'étendue de la commune rurale. Grâce à l'avancée enregistrée sur le plan des équipements et des locaux, le service maternel et infantile (SMI) à Soaw s'est agréablement renforcé. 190 à 200 accouchements s'opèrent par trimestre à la maternité dans les mêmes conditions de prise en charge financière que l'état offre partout ailleurs au Burkina Faso.

En plus, les femmes bénéficient d'une subvention de la planification familiale à hauteur de 75% accordée par l'Association EMEJ du Dr Fournel. Le seul regret de Yolande Tiendrébéogo reste l'absence de matériel roulant pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie avancée consistant à sensibiliser les populations rurales afin qu'elles optent pour le recours des centres de santé. Elle convainc qu'une telle mesure préventive éviterait beaucoup de cas d'accouchements à domicile très fréquents en période des pluies avec tous leurs risques de mortalité maternelle et infantile. Les efforts fournis par le personnel de santé avec ses engins à deux roues ne suffisent plus. Ils sont d'ailleurs confrontés à un problème d'entretien dont le CSPS s'en charge pour le moment en guise de compensation. Cette insuffisance dont il convient à la localité bénéficiaire de combler apparaît une entrave majeure à une œuvre totalement salutaire conclue par « Res publica ».

Ce souci est d'autant plus partagé qu'avec la construction du barrage de Soum, certains villages comme Mogdin risquent de se trouver coupés du CSPS de Soaw. Et le Major d'émettre des inquiétudes sur la fréquentation du centre de santé par les populations concernées après la mise en eau de l'ouvrage.

Un grand soulagement

« Le simple fait de porter un regard sur le personnel le motive au travail. Le contact facile établit entre les agents de santé et les populations a entraîné une amélioration du taux de fréquentation des structures sanitaires », reconnaît Naba Tigré, chef de village de Soum dans la commune rurale de Nanoro.

Composé d'un dispensaire d'une maternité et d'une pharmacie, le CSPS a un impact réel sur le bien-être social des populations. Acquis grâce au soutien financier de « Res Publica », le Centre a permis la diminution du taux de morbidité et de mortalité dans la localité et les environs. De manière curative ou préventive, les différentes prestations ont rendu, un tant soit peu, la vie meilleure dans cette contrée. Les soins administrés à Soum peuvent s'enrichir des services du Centre médical avec antenne chirurgicale (CMA)-« Saint Camille » de Nanoro, situé à quelques encablures de là, dont la renommée dépasse les frontières de la commune rurale.

Selon le représentant de « Res publica » au Burkina Faso, Basile Darga, l'idée et la conduite du projet du CSPS de Soum relèvent d'une initiative du Dr Fournel. A travers son association, celui-ci continue d'accompagner le fonctionnement du CSPS. « Dès qu'un matériel médico-technique présente des signes de détérioration, il est automatiquement remplacé par nos partenaires français de l'Association Entraide Médicale Eugène Jamot ».

L'infirmier-chef de poste, Omar Zongo, ajoute que la forte fréquentation résulte d'un changement de mentalité ayant contribué à l'abandon des médicaments prohibés, à la prise en charge précoce des maladies et à l'option des naissances assistées. « La maternité a atteint 80% de taux de fréquentation », indique-t-il. Le rapport dressé en 2009 par l'ONG renseigne que depuis son ouverture en 2008, le CSPS de Soum assure, annuellement, une moyenne de 3 300 consultations curatives, 200 accouchements, 2 300 consultations de nourrissons et 700 consultations prénatales. Des résultats qui le placent dans les six formations sanitaires les plus sollicitées du district sanitaire de Nanoro. Grâce à la subvention et à la sensibilisation, le

planning familial a connu un bon qualitatif. De sept femmes en 2007, il a intéressé 121 en 2009.

Malgré l'éloquence de ce résultat et son caractère encourageant, la moisson demeure, selon les agents de santé, maigre dans la mesure où ce chiffre ne représente à peine que 12% des 950 femmes du village, en âge de procréer. Et le Major Zongo d'afficher son optimisme en renchérissant qu'un engouement réel est constaté au niveau du planning familial.

Nonobstant les moyens déployés pour asseoir des infrastructures et des services adéquats, les besoins exprimés par des populations en matière de soins de santé s'accroissent d'année en année à Soum et ses environs. D'où le cri de cœur du Major pour l'extension de la maternité à des suites de couches afin d'isoler les nouvelle accouchées des autres malades. Il plaide également pour un renforcement du personnel affecté et des logements. Car, soutient-il, ce sera un coup de pouce supplémentaire de l'Etat au concours de l'ONG à la promotion de la santé en milieu rural. Tout comme la santé de la reproduction des femmes, un accent particulier est mis sur la santé visuelle des élèves.

« Res Publica » organise des sessions de dépistage massif de trouble de la vision chez ce groupe spécifique. Cette action vise à garantir, par la prévention, la réussite scolaire des élèves atteints de problèmes bénins d'acuité visuelle. En 2010, le dépistage a concerné la majorité des enfants du primaire des zones d'intervention de l'ONG : Pella-Nanoro-Soaw. L'opération a consisté à la formation des agents de dépistage, au dépistage massif, à l'examen de diagnostic et les soins.

9 500 élèves issus de 49 écoles en ont bénéficié et 137 cas résolus par la remise de lunettes ou le traitement adapté. Boulpon, dans la commune rurale de Nanoro, où « Res Publica » a érigé un collège d'enseignement général (CEG) d'une centaine de millions F CFA s'est vu doter d'une infirmerie scolaire dont les prestations s'étendent aux populations riveraines. Bénéficiant des services d'une infirmière affectée par l'Etat, elle est investie de la mission d'offrir les premiers soins de santé aux élèves, de procéder à leur prise en charge et de mener des séances de sensibilisation sur les questions touchant les adolescents.

Assétou BADOH (badohassetou@yahoo.fr)

Sidwaya